

**Marie-Soleil Frère**  
*Université de Ouagadougou*

## **LES MOTS ET LE POUVOIR : LE NOUVEAU VOCABULAIRE DE LA PRESSE PRIVÉE DANS LES RÉGIMES DE TRANSITION EN AFRIQUE**

La politique n'est pas seulement une affaire d'actes : elle est aussi affaire de mots. On « fait » la politique autant qu'on la « parle ». La politique est même sans doute un des domaines où la parole se constitue elle-même en un acte puissant : en occupant et structurant l'espace public, elle influence les modalités de la vie en société. Le verbe n'est pas seulement communication, mais construction ou destruction.

Ici, les mots ont un pouvoir et constituent à la fois des outils ou des enjeux pour ceux qui briguent la tête des institutions. Leur pouvoir consiste à mobiliser les énergies, à déplacer les foules, à ancrer les idéologies ou les convictions dans les esprits. « L'action politique peut être définie comme une lutte pour l'appropriation de signes-pouvoirs. Il s'agit de prendre la parole, d'imposer son consensus de significations et de valeurs, d'imposer ses symboles et ses rites discursifs... » (Ngalasso, 1996, p. 12).

Ce texte propose une analyse des mots qui ont sous-tendu le devenir politique du continent africain depuis des décennies, depuis que les médias y ont fait leur apparition. Les mots n'ont pas été les mêmes dans tous les pays ni à toutes les époques, mais certaines constantes, certains réseaux sémantiques, certaines stratégies verbales communes se dégagent qui se sont étalés et illustrés au sein des médias. Globalement, ces mots se répartissent en trois générations : les « mots des autres et d'ailleurs » de la période coloniale, les mots contingentés des régimes monopartisans et les mots libérés des transitions démocratiques.

## 1. Période coloniale : *mots des autres et mots d'ailleurs*

La colonisation a signifié l'introduction, dans le monde politique africain, d'un ordre dicté par les *mots des autres*. Effectivement, les premiers médias modernes ont fait leur entrée sur le continent dans le sillage du colonisateur. Le tout premier journal imprimé en terre africaine, *La Décade Égyptienne*, a vu le jour en 1797, au sein des garnisons françaises installées en Égypte. Ensuite, ce fut le tour de la *Cape Town Gazette*, créée en 1800 par des colons britanniques installés au Cap. L'année suivante, d'autres Anglais, gérant le comptoir de Sierra Leone avant que celui-ci ne devienne colonie britannique fondèrent *The Sierra Leone Gazette*. Dans les années 1820, des journaux apparurent toutefois aux mains de populations noires, rédigés en anglais, au Liberia et en Sierra Leone, généralement par d'anciens esclaves affranchis revenus d'Amérique (Barton, 1979, p. 15 ; Ziegler et Asante, 1992, p. 12).

Du côté francophone, où la presse est apparue presque un siècle plus tard (pour des raisons liées aux stratégies politiques et de scolarisation coloniales, mais aussi à la structure sociale de la population<sup>1</sup>), le même phénomène se reproduisit. Les premiers mots imprimés furent ceux des colons blancs, acteurs centraux d'un nouvel ordre politique, économique et social. *Le Réveil du Sénégalais*, qui vit le jour à Dakar en 1885, bientôt suivi par *Le Petit Sénégalais* à Saint-Louis et par *L'Union Africaine*, étaient tous des journaux détenus par des expatriés français et destinés à leurs compatriotes en exil. Il s'agissait pour la communauté française expatriée de combattre la nostalgie du pays, de se tenir au courant des nouvelles de la métropole et de faire circuler l'information utile aux colons.

C'est ainsi que les médias modernes ont été mis, dès leur apparition sur le continent africain, au service des mots des autres.

Avec l'apparition, à partir des années 1920 en Afrique francophone, des premiers journaux détenus par des « autochtones », le contenu de la presse s'est modifié : les nouveaux journaux, apparaissant essentiellement au Dahomey, en Côte d'Ivoire et au Sénégal, contenaient à présent des mots rédigés par des Africains, mais qui restaient cependant les *mots d'ailleurs*. Ainsi, ces publications, dont s'enorgueillissait la première élite scolarisée de l'A.O.F. (constituée de ceux qu'on appelait les « évolués » ou les « akowé » au Dahomey), s'exprimaient en français et usaient d'un champ sémantique directement emprunté au vocabulaire politique véhiculé par la politique coloniale.

Même s'ils s'attaquaient à l'administration coloniale, à ses pratiques violentes et répressives, à ses injustices, ces journaux ne remettaient jamais en cause le bien-fondé du lien entretenu avec la France.

La presse devint, au Dahomey, un véritable instrument de lutte : les « évolués » réclamaient l'amélioration de la scolarisation, exigeaient la réforme du système judiciaire, s'élevaient contre l'indigénat et contre l'incompétence et la cruauté des administrateurs locaux<sup>2</sup>. Le Dahomey devint bientôt « ingouvernable » : de 1928 à 1940, en douze années, une vingtaine de gouver-

neurs s'y succédèrent, tous sévèrement pris à partie par la presse locale. Toutefois, s'ils critiquaient l'administration française locale, les « évolués » restaient admiratifs face à l'œuvre colonisatrice de la France. Ambiguïté révélatrice : ils rêvaient non pas d'indépendance mais d'une citoyenneté française pleinement reconnue.

Après la seconde guerre mondiale, les libertés politiques et syndicales octroyées aux colonies françaises par la nouvelle Constitution française, ont engendré un renouvellement dans la presse locale. Celle-ci devint partisane, porteuse des ambitions politiques de quelques pionniers et concentrant son propos sur la participation des élus locaux aux institutions de la nouvelle Union. À nouveau, l'idée première de l'élite locale était de se positionner dans les nouvelles institutions, non d'en réclamer d'autres.

L'idée de l'indépendance, déjà répandue et réclamée dans toutes les colonies britanniques, ne semblait toujours pas opportune aux intellectuels d'Afrique francophone. Ainsi, saluant l'avènement de la nouvelle Union Française, *La Voix du Dahomey*, pourtant pourfendeur de l'administration coloniale, s'exclamait : « *Le Dahomey n'est pas un pays indépendant puisque grâce à Dieu, nous avons conservé assez de bon sens pour comprendre la nécessité de la présence de la France à nos côtés*<sup>3</sup> ».

*Le Phare du Dahomey*, un autre titre, renchérissait : « *L'on sait que le Dahomey est encore au stade de l'arc et de la flèche, qu'il ne sait pas encore fabriquer la simple poudre de guerre ni forger une simple carabine, voire construire une simple montgolfière. Par quels moyens donc le Dahomey peut-il chasser de ce pays les représentants d'une nation qui a atteint l'âge de la bombe atomique, du radar et de l'avion*<sup>4</sup> ? » Et *Le Progressiste* s'interrogeait : « *Comment concevez-vous qu'après 50 ans de civilisation française nous puissions rêver ou souhaiter le départ de la nation tutrice*<sup>5</sup> ? »

Au moment de l'indépendance, la presse d'Afrique francophone reflétait donc, dans ses mots, la structure politico-sociale qui l'entourait : rédigée uniquement en français, elle se trouvait au service d'une élite politisée, citadine, qui en usait avant tout pour réaliser ses ambitions et stratégies personnelles. Toutefois, elle reflétait indéniablement un certain pluralisme politique, même si celui-ci se fondait souvent plus sur des personnalités individuelles que dans de véritables partis de masse ou dans des groupes constitués.

## **2. Les mots contingentés des régimes monopartisans**

Les pouvoirs des nouveaux pays indépendants d'Afrique se sont rapidement appropriés ces *mots des autres* (s'emparant des médias, surtout la radio naissante, qui relevaient de l'autorité française<sup>6</sup>) et ces *mots d'ailleurs* (encore trop inspirés par l'ancienne métropole). Dans toutes les nations nouvelles, les médias furent mis au service d'une nouvelle terminologie, d'un nouveau vocabulaire, strictement contrôlés et marqués par le monopole étatique.

D'emblée, les gouvernants africains se montrèrent très stricts par rapport à la presse. Dans la plupart des pays, des lois restrictives virent le jour interdisant les organes d'opposition. Souvent, ne subsista qu'un seul journal, lié au parti unique, alors que la radio et plus tard la télévision étaient érigées en monopole d'État. Une panoplie de mesures coercitives, allant de l'autorisation préalable à la censure en passant par les menaces sur les journalistes, fut élaborée pour assurer le contingentement des médias.

Les *mots contingentés*, c'est-à-dire dont la circulation et le commerce n'étaient pas libres, se présentèrent principalement sous deux formes : les *mots d'ordre* et les *mots autochtones*.

Les *mots d'ordre* visaient à guider les actes et forger les esprits des citoyens. Ils reposaient sur deux injonctions principales qui envahirent bientôt les médias d'État : « l'union nationale » et « le développement ». Le premier terme reposait sur la conviction que, dans des nations encore fragiles, aux frontières arbitrairement tracées, rassemblant des populations peu habituées à vivre ensemble, les médias devaient être mis au service de la consolidation de la communauté. Pour ce faire, ils devaient, comme le soulignait le théoricien John Lent travailler à l'unité et à la stabilité. « *La critique doit être minimisée et la foi de la population dans les institutions et les règlements instaurés par le gouvernement doit être encouragée. Il faut que les médias coopèrent en insistant sur les nouvelles positives (...) en ignorant les caractéristiques sociétales négatives ou oppositionnistes et en soutenant les idéologies et les projets gouvernementaux* » (Lent, 1977, p. 18).

Au moment de l'inauguration de Radio Soudan, en juin 1957, Modibo Keita, qui était alors maire de Bamako, avait déjà déclaré : « *La radio se doit d'aider les populations soudanaises à se connaître entre elles pour prendre conscience de cette similitude, reflet d'une communauté de sang et de destinée, à affirmer leur personnalité collective... La radio est un instrument efficace pour tenir au jour le jour nos collectivités au courant des desseins de notre politique*<sup>7</sup>. »

Dès lors, toute tentative de discours divergent était proscrite et la presse africaine, sous la coupe des gouvernements, s'est remplie de termes nouveaux : chaque réalisation du gouvernement était présentée comme une « contribution à l'édification de la nation » ; les dirigeants se proclamaient « au service du peuple dont ils préparent l'avenir », la présence de journaux dissidents constituait « un luxe que les nations africaines ne peuvent pas se permettre » et toute critique de l'action gouvernementale était présentée comme « une attaque contre la nation elle-même » (Wilcox, 1975, p. 25-29). Comme le soulignait un journal nigérian, « *les journalistes font partie intégrante de la société nigériane. Si la société se porte mal, le journaliste ne peut pas se dire plus sain que la communauté. Si l'ordre et la loi défont et que le chaos s'installe, il n'y aura de toute façon plus ni journaux, ni journalistes, ni lecteurs*<sup>8</sup> ».

Le second mot d'ordre, qui se fit plus directif encore à mesure que les régimes civils laissaient la place aux régimes militaires, se cristallisa autour de la notion de « développement ». La presse rurale en langues nationales et la radio (qui commençait à s'implanter comme média de masse, surmontant les distances et l'analphabétisme) s'en firent les porte-parole privilégiés.

La déclaration de Politique générale du Gouvernement militaire révolutionnaire du Dahomey, prononcée en 1973, reflétait entièrement cette approche : « *Dans un pays comme le nôtre, où le taux d'alphabétisation est assez faible, l'information peut faire participer les masses populaires aux décisions concernant le développement en lui donnant les moyens de prendre part effectivement aux réformes décidées, de les accélérer, d'en faciliter l'explication.* »

Concrètement, cette perspective s'est traduite avant tout par la glorification des initiatives gouvernementales. « Nous prêchons et nous exhortons 90 % du temps », remarquait un journaliste tanzanien (Wilcox, 1975, p. 22). Les colonnes des journaux se remplissaient d'applaudissements et de « belles histoires », de promesses de « nouveaux ouvrages hydroélectriques dans cinq ans, de nouvelles universités dans trois ans » (Bourgault, 1996, p. 173). Dans de nombreux pays, chaque réalisation des autorités était saluée comme un don généreux, dispensé par un dirigeant-père aimant sa nation. En définitive, les médias usèrent souvent de la notion de développement pour servir la pratique du culte de la personnalité<sup>9</sup> et ancrer une vision erronée du développement présenté comme un don à recevoir d'en haut, sans effort, sans conflit et sans risque de corruption.

Soutenant ces *mots d'ordre* mobilisateurs qui envahissaient les médias et justifiaient le monopole étatique sur la circulation de l'information, une autre génération de mots apparut bientôt : *les mots autochtones*.

La Tanzanie a constitué en cela un modèle exemplaire. Bénéficiant du fait que son pays était unilingue, Julius Nyerere a pu formuler son projet idéologique et politique en kiswahili (Crozon, 1998, p. 144). Pour énoncer ce projet, il a fallu forger des mots nouveaux afin d'exprimer des notions n'existant pas dans cette langue, ce qui fut facilité par la grande flexibilité du kiswahili. Ainsi sont nés les concepts d'*ujamaa* (la communauté) qui offrait aux Tanzaniens une vision du futur à construire et impliquait leur participation active, d'*umoja* (unité), de *maendeleo* (développement), de *uzalendo* (patriotisme) et de *mwananchi* (enfant du pays). Des dizaines de mots forgés en swahili servirent la cause de l'idéologie du socialisme tanzanien. Selon Ariel Crozon, « *l'enrichissement du vocabulaire politique correspondait alors à une volonté claire des autorités. Il ne s'agissait pas de création populaire spontanée, mais d'un travail sur la langue encadré par le pouvoir politique et relayé par les instances académiques concernées.* » Cet auteur estime d'ailleurs que « *pendant plus de deux décennies, les Tanzaniens ont réagi émotionnellement (...) à ce vocabulaire, avec un sérieux attestant de l'efficacité de ces créations lexicales* » (1998, p. 145).

Le cas tanzanien est sans doute exemplaire. Le Togo et le Zaïre, deux autres États dont les dirigeants ont voulu réformer le vocabulaire et fonder une doctrine de l'authenticité, présentent des résultats nettement moins convaincants.

Dans le cas du Zaïre, la doctrine de l'« authenticité » a aussi entraîné des bouleversements lexicaux dont les médias se sont à nouveau faits les porteurs. La monnaie, le fleuve, les principales villes et les individus eux-mêmes ont été débaptisés pour revêtir des noms « authentiquement zairois ». Toutefois, si ces options évidemment politiques se présentaient comme une

quête d'une forme étatique plus adaptée, elles « *n'ont pas tenu leurs promesses tant au niveau de la rationalité de fonctionnement qu'à celui de la satisfaction des besoins sociaux* », comme le souligne Martin Kalumlabi Pongo (1996, p. 286).

Le Burkina Faso révolutionnaire a également connu, quelques années plus tard, son lot de mots nouveaux, contingentés et imposés, dessinant un nouveau lexique de la pensée et de l'action politique. La Révolution démocratique et populaire de Thomas Sankara apparaît d'emblée comme « révolution du verbe » (Banégas, 1993, p. 6). Le Burkinabé, « homme intègre » (en langue mooré), devait constituer un citoyen neuf, en rupture avec le Voltaïque porteur de la trace de la soumission coloniale.

Mais le contingentement des mots par le pouvoir politique, leur canalisation dans des registres lexicaux précis et imposés ont suscité, dans tous ces régimes (même si avec des ampleurs diverses), l'apparition de contre-discours, de *mots dissidents*, de mots rebelles, combattant directement ou détournant subtilement les termes forgés par le pouvoir.

Ces mots dissidents se présentaient soit sous forme clandestine, soit sous forme déguisée, voilée. Toutefois, la presse clandestine restait peu développée vu les risques encourus par toute personne surprise en possession d'un numéro.

Plus souvent, les mots rebelles ont pris une forme voilée. Comi Toulabor a très bien montré comment chez les Ewé du Togo, ethnie numériquement majoritaire mais évacuée de la scène politique officielle par le pouvoir d'Eyadéma, la contestation s'est réfugiée dans la dérision se déployant dans les sobriquets, la déformation des slogans et des chansons du parti unique (Toulabor, 1992, p. 111). Dédoublant le sens habituel des mots, et particulièrement des mots nés de la révolution culturelle togolaise, le vocabulaire de la dérision ouvre à celui qui parvient à le pénétrer, un champ nouveau, critique, imaginatif et parfois trivial. Ainsi, le prénom « authentique » d'Eyadéma, Gnassingbe, traduit par le président par « prends le commandement et ne te retire qu'après avoir fait régner la paix », signifie simplement, dans le lexique de la dérision du petit peuple « grand singe » ou « le gorille qui gouverne » (p. 122). De même au Zaïre, Mobutu Sese Seko Kuku Ngbendu Wa Za Banga « l'invincible valeureux que personne n'arrête » devient, pour le peuple ironique « le coq qui monte toutes les poules<sup>10</sup> ».

Cette forme de contestation douce<sup>11</sup>, qui fonctionne plus comme un antidote pour soulager les maux infligés par la voix officielle et omnipotente que comme une forme active d'opposition, n'est pas le fait d'un groupe social précis, n'émane pas d'une communauté identifiable ; elle s'éparpille dans l'espace social et n'a ni auteur ni origine précise. Elle s'ancre dans cette pratique de circulation informelle de l'information nommée « radio-trottoir » et qui désigne simplement la rumeur ou la discussion populaire et non officielle de l'actualité (Ellis, 1989, p. 321).

Enfin, cette catégorie de mots dissidents comprenait également la voix des médias étrangers venus régulièrement bouleverser le vocabulaire contingentés des pouvoirs établis. À côté de la terminologie étatique débitée à longueur de journée par les radios nationales, les propos de Radio France International ou de la B.B.C. séduisaient souvent bien plus les auditeurs africains,

dessinant les contours d'une autre réalité, perçue bien souvent comme « la vérité<sup>12</sup> ». En retour, les médias gouvernementaux se déchaînaient régulièrement contre les médias occidentaux qui « permettent surtout à des groupes de pression financiers de peser sur l'opinion ou le choix des individus, et cela dans l'intérêt de ces quelques privés puissants et qui possèdent des services entièrement spécialisés dans l'information de l'opinion africaine à laquelle ils tentent d'inculquer leur vision occidentale du monde ».

### 3. Les mots libérés

Au début des années 1990, les médias africains vont connaître un grand bouleversement lexical : à la faveur du processus de démocratisation, une flopée de nouveaux mots surgit. Cette fois, ces termes ne sont pas le fait des autorités politiques : dans un cadre de multipartisme et de libéralisation de l'espace médiatique, ils sont le fait des journalistes, de la rue, des associations de la société civile, de l'opposition émergente. Ces mots nouveaux s'étalent essentiellement et d'abord dans les pages de la nouvelle presse privée dont les titres apparaissent par dizaines dès les premiers mois des transitions démocratiques.

Dans ce bouleversement sémantique, surgissent d'abord les *mots critiques*, ceux qui permettent la contestation ouverte, la dénonciation des maux dont sont porteurs les régimes autoritaires en déliquescence ou défunts.

Les Conférences nationales ont constitué par excellence le lieux de déploiement de ce vocabulaire critique, dans une espèce de « logothérapie collective », pour reprendre le terme de Fabien Eboussi-Boulaga<sup>13</sup>. *Le Républicain*, hebdomadaire nigérien, soulignait également « cette formidable capacité du forum à constituer pour tous les fils du pays une thérapie collective, un bain collectif et purificateur<sup>14</sup> ». Les mots redécouvrent leur capacité de contre-pouvoir, de contestation de l'autorité et s'y engouffrent. Au Bénin, les journalistes ne se privent pas pour décrire le régime du président Kérékou : « puissante mafia tentaculaire<sup>15</sup> », « vulgaire dictature militaro-policrière<sup>16</sup> », régime de « vils scélérats<sup>17</sup> », de « terreur diffuse omniprésente avec des centaines de prisonniers d'opinion molestés, humiliés parfois torturés...<sup>18</sup> ». Ce sont des mots inédits dans le vocabulaire des médias béninois, bientôt enrichi par d'autres termes forgés pour l'occasion. Au Zaïre, le système politique de Mobutu est qualifié de « voyoucratie » ; au Togo, Eyadéma devient « Eyadémon » (Ngalasso, 1996, p. 13-14).

À côté de ces mots critiques, qui détruisent, se déploient dans la presse les *mots « vrais »*, constructeurs : démocratie, multipartisme, Droits de l'homme, Constitution, élections libres dessinent, sous la plume des journalistes, un nouveau réseau sémantique. Les mots « vrais » résonnent dans toute leur pureté, rompant avec les mensonges et les travestissements terminologiques des périodes précédentes. Car les journalistes dénoncent à présent le vocabulaire falsifié, dénaturé, tronqué des anciens pouvoirs<sup>19</sup>. Ainsi, ces derniers usaient déjà du terme « démocratie », mais pour désigner alors la « démocratie populaire » béninoise, la « démocratie

véritablement nigérienne » instaurée par la Société de Développement de Seyni Kountché, la « démocratie tripartite » à la sénégalaise, la « démocratie authentique » du Zaïre ou encore « l'humanisme » kenyan. Comme le clame un journal béninois, il s'agit maintenant de « *la vraie démocratie* » et non de l'« *autocratie déguisée que tentent de servir les dictateurs déguisés*<sup>20</sup> », non d'« *une démocratie guidée ou populaire dans l'édification de laquelle un groupe éclairé et éclairant pense pour les autres* »<sup>21</sup>.

Il apparaît clairement à présent que les *mots d'ordre*, les *mots autochtones* de la génération précédente n'étaient en fait que des mots creux, des paravents auxquels finalement personne ne croyait ; des mots manipulés par des pouvoirs politiques soucieux d'offrir à leur régime autoritaire un visage acceptable à l'extérieur.

Sur les cendres de ces mots manipulés surgissent donc les *mots vrais* qui s'enchaînent en litanie dans la presse, dressant les contours d'un nouvel univers politique, marquant les consciences d'un nouveau modèle. Dans cette œuvre de réhabilitation de la vérité, plusieurs pays effectuent un retour aux anciens noms « non authentifiés » : les Zaïrois recommencent à s'appeler Pierre ou Paul, les lois du Burkina Faso redeviennent des lois et non plus des « kiti » ou des « zatu<sup>22</sup> ».

De nouveaux mots surgissent, porteurs de l'idée de cette société transformée qui semble se profiler. Au Niger, c'est le terme « tchendji » (« changement en haoussa ») qui cristallise les espoirs : le « tchendji » n'évoque pas seulement le remplacement d'un pouvoir par un autre ; le mot transporte toute la charge de l'alternance ethnique au pouvoir : les Haoussa, majoritaires mais dominés depuis l'indépendance par la minorité djerma, voient, dans l'établissement d'un pouvoir représentatif, la possibilité de s'emparer des rennes de l'État.

Au Bénin, c'est le mot « renouveau » qui symbolise tous les espoirs de renaissance pour un pays miné par dix-sept années de « marxisme-béninisme », de gabegie et de corruption. Au Sénégal, le « Sopi » (changement en wolof) symbolise le combat de l'opposition d'Abdoulaye Wade contre l'omniprésent parti socialiste et accouche même de termes dérivés : « sopsisme » (philosophie du changement), « sopiste » (militant du changement).

Outre les mots critiques et les mots vrais, un troisième registre terminologique est charrié par le processus démocratique : les *mots combattants*. Le discours politique devient une artillerie avec laquelle on peut ouvertement attaquer un adversaire, le disqualifier. La possibilité de débattre publiquement change les mots en armes : les comptes se règlent désormais par la parole, haut et fort. Dérivant de cela, se répandent les insultes, parfois grossières, qui fleurissent dans certains titres de la presse privée, suscitant d'ailleurs de multiples procès. En Côte d'Ivoire, certains journaux n'ont pas manqué, au cours de la querelle politique qui a opposé l'ancien président Henri Konan Bédié et son rival électoral potentiel Alassane Dramane Ouattara, de s'adonner copieusement à l'invective et à l'injure, sur fond régionaliste. L'OLPED, l'Observatoire de la Liberté de la Presse, de l'Éthique et de la Déontologie<sup>23</sup>, structure indépendante composée de journalistes et de représentants de la société civile, a publié de nombreux



communiqués mettant en cause des journaux coupables de diffamation et d'injure envers l'un ou l'autre des deux belligérants. Deux titres particulièrement, *Le National* (pro Bédié) et *Le Libéral* (pro Ouattara) ont été dénoncés lors d'une conférence de presse pour leurs propos injurieux, sans toutefois que l'avertissement porte ses fruits.

Une quatrième voie nouvelle ouverte par les mots de la démocratie est celle de l'*ironie* et de la dérision. La presse satirique se déploie dans les nouveaux paysages médiatiques libéralisés : *Le Kpakpa désenchanté* au Togo, *Le Journal du Jeudi* au Burkina Faso<sup>24</sup>, *Le Paon Africain* au Niger, *Le Scorpion* au Mali, *Le Cafard libéré* au Sénégal ; autant de titres qui recourent à l'humour, à la caricature pour véhiculer un message qui contribue à la désacralisation du monde politique. Au Bénin, Mathieu Kérékou est présenté sous les traits d'un caméléon (qui change de peau selon les régimes politiques), au Niger, Ali Saïbou revêt l'apparence d'un ours et Amadou Cheïffou, premier ministre de la transition, est montré dans un grotesque costume de Superman. Au Burkina Faso, Simon Compaoré, maire de Ouagadougou, se change en ballon. Des « dialogues fictifs » humoristiques entre des personnalités tournées en dérision apparaissent également fréquemment dans ces titres satiriques, contribuant à la désacralisation du monde politique<sup>25</sup>.

Au-delà des mots critiques, vrais, combattants, ironiques, la nouvelle presse privée brandit une cinquième forme de terminologie : les *mots du peuple*. À côté du « courrier des lecteurs », des « libres opinions », « points de vue » et « lettres ouvertes<sup>26</sup> » auxquels les journaux ne peuvent que faire une large place, vu leur prétention à répercuter la voix populaire, apparaissent, dans plusieurs titres (au Niger, au Zaïre, au Burkina Faso...) des rubriques où la parole est laissée (fictivement) à un homme du commun qui exprime le bon sens de la rue. C'est « Moa Goama » (*Le Journal du Jeudi*) ou « Nobila Cabaret » (*L'Observateur Paalga*) au Burkina Faso, c'est « Zek le Péquenot » (*Le Paon Africain*) au Niger... S'exprimant dans une langue familière, transcrite de manière phonétique et imprégnée des langues locales, ces petits personnages livrent leurs impressions et leurs analyses « terre-à-terre » sur l'actualité du moment.

Enfin, un dernier groupe de mots qui surgit dans les pages de la nouvelle presse privée est constitué par les *mots révélateurs*, ceux qui disent tout haut ce que chacun sait tout bas. C'est en quelque sorte radio-trottoir qui trouve enfin une reconnaissance formelle et sa place au sein des médias. Les rubriques colportant la rumeur sont omniprésentes dans les journaux des régimes africains en transition. Au Burkina Faso, elles s'appellent « On murmure » (*Sidwaya*), « Lettre pour Laye » (*L'Observateur Paalga*), « Confidences du Week-end » (*Le Pays*), « Cocktail Flash » (*San Finna*)... Au détriment parfois du devoir journalistique de vérification et de recoupement de l'information, mais toujours nimbées de suffisamment d'imprécisions pour les rendre inattaquables, ces rubriques colportent des affirmations qui « circulent dans la ville », des « indiscretions » livrées par des milieux bien informés, mais dont les journaux seraient généralement bien en peine d'apporter la preuve. Ce vocabulaire de la révélation fleurit de « il semble que », « on aurait entendu dire », « il paraît » et use abondamment du conditionnel : il reflète l'état d'esprit d'une presse qui souhaite que rien ne lui échappe, après des années de rétention de l'information. Il s'ancre aussi dans une tradition orale encore très prégnante.

#### 4. Les mots en crise

Si les mots apparaissent dorénavant comme porteurs de vérité et d'espoir, ils prennent aussi des tours plus inquiétants.

D'abord, le pluralisme politique et médiatique fait paradoxalement du vocabulaire quelque chose de relatif : *les mots sont changeants*. Il n'y a plus une seule vision, une seule version des faits, ce qui désarçonne parfois le lecteur. Face à des avis contradictoires, qui croire ? Face à des affirmations opposées, quels éléments permettent de déterminer la voie la plus juste ou le degré de sincérité des locuteurs ? En multipliant les possibilités d'accès à la parole publique, la démocratie a engendré une profusion de discours, d'argumentations, qui constituent autant de stratégies d'individus soucieux de se positionner dans le nouveau paysage politique. Chacun est à la recherche des mots qui lui permettront de mieux rentabiliser ses potentialités afin de réaliser ses ambitions. Dès lors, les mots travestis, les mots déguisés se multiplient dans un contexte où les nouveaux convertis au credo démocratique sont nombreux et où le nouveau vocabulaire de la démocratie permet à certains de changer leurs oripeaux sans pour autant changer de comportement ni de conviction.

D'où une certaine lassitude du citoyen face aux tergiversations politiques, un certain désarroi des lecteurs face aux hésitations ou aux contradictions de la presse ; d'où aussi une méfiance généralisée et une suspicion envers les nouveaux lieux de débat public. Le talon d'Achille de la démocratie ne réside-t-il pas dans le fait qu'elle donne aussi la parole aux ennemis de la démocratie qui peuvent jouer non plus des coudes ou de la gâchette mais des mots pour se frayer un passage jusqu'au pouvoir ?

D'autre part, le journalisme s'affirmant comme une activité commerciale et lucrative dans le nouveau contexte libéralisé, se répand une autre génération de mots pervers : les *mots achetés*.

Ainsi est née la pratique, généralisée au Burkina Faso, mais aussi au Bénin, au Mali, en Côte d'Ivoire, au Congo, du « gombo<sup>27</sup> », que les anglophones désignent par le terme « brown envelop », et que l'on pourrait nommer « commission ». Ce procédé a été au départ encouragé et parfois initié par des ONG de développement soucieuses de jouir d'une couverture dans la presse afin de rendre compte de leurs activités à leurs bailleurs de fonds étrangers. Face à des journalistes souvent démunis de moyens de transport et de subsistance, elles ont pris l'habitude d'assurer leur déplacement, leur logement et de les nantir d'un « per diem » (indemnité quotidienne). Aujourd'hui, beaucoup de journalistes ne se déplacent pas sans la perspective d'une enveloppe minimale qui leur sera glissée, à la fin du travail de reportage, par les organisateurs de la manifestation.

Le « gombo », perversion suprême de la presse africaine<sup>28</sup>, constitue toutefois une pratique compréhensible. Dans un séminaire sur l'éthique tenu à Accra en septembre 1999, un journaliste ghanéen s'écriait : « I can practise ethics of course, but I can't eat ethics ! » (« Je peux respecter la déontologie bien sûr, mais je ne peux pas manger la déontologie<sup>29</sup> ! »). Cette dérive est

encouragée, dans la plupart des pays africains, par l'instauration d'un modèle social de plus en plus inégalitaire où les revenus des privilégiés, accédant à la manne de l'aide étrangère, à la rente d'État ou aux bénéfices des récentes privatisations recommandées par les institutions financières internationales, sont sans commune mesure avec ceux de l'énorme majorité des citoyens. Dès lors, les « gombos » se répandent dans tous les secteurs d'activité<sup>30</sup>.

Enfin, un paradoxe final doit être soulevé par rapport à ce vocabulaire nouveau issu des transitions démocratiques : loin d'être un lexique populaire, familier, accessible à la grande majorité, ce vocabulaire se fonde sur des *mots d'exclusion* et de privilège.

Se pose ici l'éternel problème de la diversité linguistique des pays africains où l'option du français a souvent été justifiée par le souci d'éviter la domination d'une langue locale (donc d'une communauté) sur les autres. La presse en langues locales existe, mais la tendance est de la considérer comme un outil de développement rural, négligeant le débat politique. Or l'expérience de plusieurs titres montre qu'il existe un intérêt pour la discussion politique en langue nationale. Ainsi, *Sooré*, un mensuel en mooré édité à Ouahigouya au Burkina Faso, a traduit et publié le rapport de la commission d'enquête indépendante sur la mort de Norbert Zongo, écoulant rapidement plus de cinq mille exemplaires.

Aujourd'hui encore, le français fonctionne comme un marqueur social, un fondement identitaire d'une classe spécifique : celle des cadres, des intellectuels, des enseignants, des citadins, des journalistes, des hommes politiques.

De fait, si les journaux africains nous ont offert ces dernières années, à travers leur verbe nouveau, inventif et corrosif, la preuve d'une vitalité politique nouvelle, il ne faut pas prendre ces mots pour une réalité et estimer que la quête de la démocratie a abouti dans cette explosion du langage. Les mots ont changé, mais en va-t-il de même des hommes et des comportements ? Patrick Quantin remarque : « plutôt que de susciter l'émergence de militants frais et de nouveaux leaders, cette compétition a souvent conduit les élites à s'entre-déchirer, faisant porter la responsabilité de ces luttes sur la libéralisation politique et justifiant par avance une dénégation rageuse de toute démocratisation<sup>31</sup>. »

## NOTES

1. Voir, pour plus de détails, FRÈRE Marie-Soleil, « Presse africaine : héritière du colonialisme ? », in THOVERON Gabriel et DOUTRELEPONT Carine (éd.), *La presse, pouvoir en devenir*, Bruxelles, Éditions de l'Université Libre de Bruxelles, 1996, p. 43-65.
2. Sur l'histoire de la presse dahoméenne de la priode coloniale, voir CODO Bellarmin, *La presse dahoméenne face aux aspirations des « évolués » : La Voix du Dahomey (1927-1957)*, Thèse, Université de Paris VII, 1978 et LOKOSSOU Clément, *La presse au Dahomey 1994-1860 : Évolutions et réactions face à l'administration coloniale*, Thèse, Université de Paris I, 1976.
3. *La Voix du Dahomey*, n° 159, août 1948.

4. *Le Phare du Dahomey*, n° 29, nouvelle série, mai 1947.
5. *Le Progressiste* n° 4, mars 1948.
6. Pendant les années 50, les Français avaient implanté des stations de radiodiffusion dans toutes les capitales de leurs colonies. A Radio Dakar et Radio Brazza, déjà fonctionnelles pendant la seconde guerre mondiale et qui arrosaient toute l'A.O.F. et l'A.E.F., s'étaient ajoutées Radio Dahomey en 1953, Radio Soudan en 1957, Radio Niger et Radio Haute-Volta en 1959.
7. Cité par TUDESQ (1998, p. 76).
8. Extrait du *Daily Times* de Lagos, cité par WILCOX (1975, p. 25).
9. Pour une étude de cas sur la contribution des médias au culte de la personnalité, voir BADIBANGA André, « La presse africaine et le culte de la personnalité », in *Revue Française d'Études Politiques*, n° 159, mars 1977, p. 40-57. L'auteur y montre les procédés utilisés par quatre journaux gouvernementaux (*Elima* à Kinshasa, *Togo-Presse* à Lomé, *Fraternité-Matin* à Abidjan et *Le Sahel* à Niamey) pour construire l'image du chef de l'État.
10. Ou, selon NGALASSO (1996, p. 14), « le coq qui ne peut voir passer une poule ».
11. Même si elle ne constitue qu'une forme voilée et non explicite de contestation, cette manipulation du langage et des significations est à la base de toute forme de subversion politique. Bourdieu y insiste : « la subversion politique présuppose une subversion cognitive, une conversion de la vision du monde. (...) La subversion hérétique exploite la possibilité de changer le monde social en changeant la représentation de ce monde qui contribue à sa réalité... » (1982, p. 150)
12. Quoiqu'en rupture avec les discours tenus au plan national, les propos des médias étrangers n'étaient pas non plus dépourvus d'idéologie et de stratégie politique. Dès les années 1940, les radios internationales fournirent des efforts considérables pour faire parvenir leur voix sur le sol africain d'abord, pour recourir aux langues locales africaines ensuite. La Voix de l'Amérique et Radio Moscou tâchaient ainsi, dans un contexte de guerre froide, d'exercer une influence directe sur les auditeurs africains ; tandis que R.F.I. et la B.B.C. perpétuaient leur présence dans leurs zones d'hégémonie. Voir, à ce sujet, FISHER Harold, « International Cooperation in the Development of West African Mass Media », in UGGBOAJAH Frank Okwu (éd.), *Mass Communication, Culture and Society*, New York, Hans Zell Publishers, p. 74-84.
13. Voir EBOUSSI BOULAGA Fabien, *Les conférences nationales en Afrique : une affaire à suivre*, Paris, Karthala, 1993.
14. *Le Républicain* n° 6, 8-14 août 1991.
15. *La Gazette du Golfe* (internationale) n° 61, 16-30 novembre 1990.
16. *L'Opinion* n° 18, 22 mars 1991.
17. *La Gazette du Golfe* (nationale) n° 6, 22 mars 1990.
18. *L'Opinion* n° 16, février 1991.
19. Alain RICARD, spécialiste de la littérature africaine, a souligné combien la perversion du langage par les autorités politiques, recourant à des mots simplifiés, massifiés, vidés de leur sens ou changés en slogan, avait fini par paraître insupportable à beaucoup d'hommes de plumes qui ont alors choisi l'exil. (« Les littératures et le pouvoir », in COULON Christian et MARTIN Denis-Constant (éd.), *Les Afriques politiques*, Paris, La Découverte, 1992, p. 72-86.)
20. *La Gazette du Golfe* (internationale) n° 50, 1<sup>er</sup>-15 juin 1990.

*Les mots et le pouvoir : le nouveau vocabulaire de la presse privée  
dans les régimes de transition en Afrique*

21. *La Gazette du Golfe* (internationale) n° 52, 1<sup>er</sup>-15 juillet 1990.
22. Termes utilisés pendant la révolution pour désigner les textes de loi.
23. Créé en octobre 1995, l'OLPED a pour objectifs de : — protéger le droit du public à une information libre, complète, honnête et exacte ; — faire observer le code de déontologie des journalistes de Côte d'Ivoire et défendre la liberté de la presse ; — veiller au respect des normes de l'éthique sociale en freinant notamment toute incitation au tribalisme, à la xénophobie, au fanatisme sous toutes ses formes, aux crimes et délits, à la révolte, à l'outrage aux bonnes mœurs, à l'apologie des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité ; — veiller à la sécurité des journalistes dans l'exercice de leur fonction et garantir leur droit d'enquêter librement sur tous les faits qui conditionnent la vie publique.
24. Au Burkina Faso, un premier titre satirique, *L'Intrus*, était déjà apparu pendant la période révolutionnaire, lié au quotidien d'État *Sidaway*, ce qui montre que le régime de Sankara avait bien compris la pertinence de l'utilisation du rire dans le discours politique.
25. Un autre avantage des mots ironiques, par rapport aux mots combattants réside dans la relative impunité dont ils jouissent au regard de la loi. En effet, s'il est facile de démontrer la diffamation ou l'injure dans le cas de propos présentés dans les journaux d'information, il est plus difficile de le faire lorsque l'élément incriminé est un dessin (la loi est d'ailleurs souvent muette sur le sujet) ou un texte de fiction. Voir, à ce propos, Paré Cyriaque, « Le bouclier de la caricature », in LINARD André, *Droit, déontologie et éthique des médias*, Paris, GREY, 1998, p. 62-65.
26. Voir OTAYEK René, « La revanche du savant sur le politique », in DALOZ et QUANTIN (éd.), 1997, p. 279-309. L'auteur y montre comment, à travers ces rubriques, les intellectuels burkinabé ont pris part au débat sur la démocratie, prenant ainsi leur « revanche sur le politique ».
27. Le gombo est un légume apprécié dans la plupart des pays africains car il donne à la sauce qui accompagne la pâte de mil, de maïs ou d'igname un caractère gluant. Par extension, ce terme désigne aujourd'hui ce qui permet de rendre fluide la vie quotidienne, c'est-à-dire les petites sommes d'argent glanées au hasard des services rendus ou des petits boulots.
28. En République démocratique du Congo, on parle de « coupage », terme issu du mot « coupon ». En effet, la pratique a été instituée par les pontes du régime qui, sous Mobutu, désiraient apparaître dans les médias. Souvent propriétaires de grands entrepôts de denrées, ils offraient aux journalistes, en échange d'un article les mettant en valeur, des coupons à présenter dans leurs entrepôts pour y obtenir gratuitement quelques sacs de riz ou de farine.
29. Seminar on Ethics, Media Code of Practice and Journalism Training in Africa, Accra, Ghana, 20-23 septembre 1999.
30. Cette situation a été décrite de manière poignante par l'ancienne ministre malienne de la Culture et du Tourisme, Aminata Dramane Traore. Selon elle, les fonctionnaires maliens disposent d'un salaire qui leur permet de « couvrir leurs besoins physiologiques seulement quinze jours sur trente ; ils sont obligés les quinze jours restants de s'adonner à toutes sortes de pratiques pour survivre : pots-de-vin, faux en écriture, vols de biens meubles et immeubles de l'État, clientélisme politique, usurpations de titres, braconnage, surfacturation, concurrence déloyale... La faiblesse du niveau de traitement a conduit les fonctionnaires à privatiser les services publics à leur profit » in *L'Étau : L'Afrique dans un monde sans frontières*, Arles, Actes Sud, 1999.
31. In FRÈRE Marie-Soleil, 2000, p. 8.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BANEGAS, R., *Insoumissions populaires et Révolution au Burkina Faso*, Bordeaux, CEAN — Institut d'Études Politiques, 1993.
- BARTON, F., *The Press of Africa : Persecution and Perseverance*, London, MacMillan Press, 1979.
- BOURDIEU, P., *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques*, Paris, Fayard, 1982.
- BOURGAULT, L., *Mass Media in Sub-Saharan Africa*, Bloomington, Indiana University Press, 1996.
- CHRÉTIEN, J.-P., *Rwanda : Les médias du génocide*, Paris, Karthala, 1996.
- CROZON, A., « Dire pour séduire : Langages et politique en Tanzanie », in MARTIN Denis-Constant (éd.), *Nouveaux langages du politique en Afrique orientale*, Paris, Karthala, 1998, p. 115-185.
- CROZON, A., « Maneno wa siasa : Les mots du politique en Tanzanie », in *Politique Africaine* n° 64, décembre 1996, p. 18-30.
- DALOZ, J.-P. et QUANTIN, P., *Transitions démocratiques africaines*, Paris, Karthala, 1997.
- ELLIS, S., « Tuning on to pavement radio », in *African Affairs*, vol. 88, n° 352, juillet 1989, p. 321-330.
- FRÈRE, M.-S., *Presse et démocratie et Afrique francophone. Les lots et les maux de la transition au Bénin et au Niger*, Paris, Karthala, 2000.
- KALULAMBI PONGO, M., « Des mots pour »dire« la démocratie en Afrique. Éthique et avatars de la socialisation politique au Zaïre », in GEMDEV (éd.), *Les Avatars de l'État en Afrique*, Paris, Karthala, 1997, p. 285-308.
- LENT, J., « A third World News Deal ? Part One : The Guiding Light », in *Index on Censorship*, vol. 3, n° 5, septembre-octobre 1977.
- NGALASSO, M.M., « Démocratie : le pouvoir des mots », in *Politique Africaine*, n° 64, décembre 1996, p. 3-17.
- TOULABOR, C., « Jeu de mots, jeu de vilain : Lexique de la dérision politique au Togo », in BAYART, Jean-François, MBEMBE, Achille et TOULABOR, Comi, *Le Politique par le bas : Contributions à une problématique de la démocratie*, Paris, Karthala, 1992, p. 109-130.
- TUDESQ, A.-J., *L'Espoir et l'Illusion : Actions positives et effets pervers des médias en Afrique subsaharienne*, Talence, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 1998.
- WILCOX, D., *Mass Media in Black Africa : Philosophy and Control*, New York, Praeger, 1975.
- ZIEGLER, D. et ASANTE, M., *Thunder and Silence : The Mass Media in Africa*, Trenton, Africa World Press, 1992.